

BURUNDI

# « La violence communautaire menace »

Représentante adjointe de l'Unicef au Burundi, Sophie

Léonard met en garde : la pauvreté croissante peut générer une violence communautaire.

● Interview : Philippe LERUTH

Une violence endémique règne toujours à Bujumbura. « Chaque nuit, on entend des tirs, mais on ignore qui tire sur qui. On voit des hommes en uniforme, sans savoir qui ils sont », explique Sophie Léonard. Ce médecin nutritionniste, originaire de Gembloux, travaille depuis six ans pour l'Unicef au Burundi. Elle vient d'y prendre la fonction de représentante adjointe. « La situation de pauvreté dans le pays est préexistante à la crise actuelle, souligne-t-elle. Et cette crise semble durable. On risque donc de voir tous les indicateurs se dégrader. Et cette pauvreté pourrait générer un nouveau conflit communautaire ».

## L'Unicef continue de travailler dans le pays ?

L'Unicef n'a pas quitté le Burundi, que du contraire : elle engage du personnel, pour poursuivre ses programmes de routine : appui au système de vaccination, à la nutrition, à l'éducation. Et puis il y a des urgences comme le choléra, des glissements de terrain, des inondations, ou des déplace-

ments de population. On tente enfin d'aider la population à tenir durant cette crise, qui l'enfoncé encore plus dans la pauvreté.

## De nombreux Burundais ont pris le chemin de l'exil...

Quelque 230 000 personnes se sont réfugiées l'an dernier en Tanzanie, au Rwanda, et un peu en RDC. Il y a aussi des déplacements en interne. Mais pour la population qui est restée, les conditions se dégradent.

## Alors que le Burundi était déjà un pays très pauvre...

Avant la crise, le Burundi était classé 184<sup>e</sup> sur 188 au niveau de l'index de développement humain. Quelque 80 % de sa population vivait sous le seuil de pauvreté. La crise a fermé des usines, des magasins. Elle a vidé la capitale, et réduit les échanges commerciaux. Les prix ont augmenté, et la rareté du carburant freine les camions qui viennent de Tanzanie pour ravitailler Bujumbura. Dans la capitale, plus privilégiée que le reste du pays, on a observé ces der-

niers mois un doublement du taux de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans. On va vers une crise nutritionnelle.

## La situation sanitaire se dégrade, elle aussi...

Le secteur de la santé burundais dépend à 80 % de financements extérieurs, et depuis le début de la crise, cette aide s'est interrompue. Le cycle d'approvisionnement par la Centrale d'achat de médicaments a été cassé. À la fin novembre, nous avons fait venir un stock de médicaments pour deux mois : on vit toujours sur ce stock. La population n'est pas dupe : 80 % des Burundais ont un centre de santé à moins de 5 kilomètres de chez eux. Mais s'ils voient qu'on leur y délivre une ordonnance pour une pharmacie privée, qu'ils n'ont pas les moyens de fréquenter, ils n'y vont plus. Même chose pour la nutrition : les gens n'amènent plus leurs enfants à la consultation. Et la situation se dégrade, sans qu'on s'en rende compte... ■

## L'Unicef joue les intermédiaires

« Je ne suis pas une analyste politique », proteste Sophie Léonard, quand on lui parle de la visite annoncée d'une délégation de très haut niveau (on annonce plusieurs chefs d'État) à Bujumbura. La représentante adjointe de l'Unicef rappelle la récente et vaine visite du Conseil de sécurité de l'ONU. La solution ne viendra, dit-elle, que du « dialogue » entre Burundais, et cela prendra du temps, « car chacun y va avec des exigences peu compatibles avec le dialogue ». Entretiens, divers pays, dont la Belgique, ont suspendu leur coopération, et la population trinque. Mais l'Unicef reste présente « et on peut être sûr que l'argent qu'on lui donne va directement à population. D'ailleurs, de plus en plus de partenaires passent par nous pour acheminer leur aide ».

Phi. Le.